

**Zeitschrift:** Der Fourier : offizielles Organ des Schweizerischen Fourier-Verbandes und des Verbandes Schweizerischer Fouriergehilfen

**Herausgeber:** Schweizerischer Fourierverband

**Band:** 21 (1948)

**Heft:** 8

  

**Artikel:** Gleichstellung von Feldweibel und Fourier

**Autor:** [s.n.]

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-516910>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 04.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Magazin-, Schlächtere- und Bäckerei-Buchhaltungen, Packmaterial-Kontokorrente- und Kontrollen, sowie für die Erstellung der Bestandeskontrollen, der Generalrechnung, sämtlicher Buchhaltungsbelege, Gutscheine usw., verbindlich.“ „Der Oberkriegskommissär erteilt die Weisungen über die Ausfertigung der Musterbuchhaltungen.“

Der Verwaltungsreglementsentwurf wird ohne Zweifel bedeutenden Einfluß auf die Gestaltung der Truppenbuchhaltung haben. An einer durchgehenden Modernisierung derselben sind die Rechnungsführer besonders interessiert.

Man darf erwarten, daß die formelle Gestaltung der Musterbuchhaltungen einfach und neuzeitlichen Auffassungen entsprechend erfolgen wird.

Mit dem Entwurf zu einem neuen Verwaltungsreglement ist eine große, weit-schichtige Arbeit in kurzer Zeit zu einer Vorlage gereift, von der man annehmen darf, daß sie eine günstige Aufnahme vor den zuständigen Behörden finden wird. Gerade in unruhigen Zeiten ist es notwendig, auf allen Gebieten saubere und klare Verhältnisse zu haben.

## **Gleichstellung von Feldweibel und Fourier**

Wie wir in der letzten Nummer, anlässlich der Berichterstattung über die XXX. Delegiertenversammlung in Neuenburg mitgeteilt haben, wurde an dieser Zusammenkunft vom Zentralvorstand auch ein Briefwechsel zwischen ihm und dem E. M. D. verlesen. Zur Orientierung der Mitglieder veröffentlichen wir einerseits die Anfrage des Z. V. an Herrn Bundesrat Kobelt vom 20. April 1948 — aus-nahmsweise in der Originalfassung, d. h. in französischer Sprache — und ander-erseits die Antwort des Vorstehers des Eidg. Militärdepartementes (mit Erlaubnis dieser Stelle):

### **Brief des Zentralvorstandes an den Chef des E. M. D.:**

**Association Suisse des Fourriers**

Comité Central

Lausanne et Genève, le 20 avril 1948.

Monsieur le Conseiller fédéral Kobelt  
Chef du Département militaire fédéral  
BERNE

Concerne: Statut du fourrier.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Vous ne nous en voudrez pas si, après 11 mois de silence, nous venons de nouveau frapper à votre porte sur un sujet, qui, vous le savez, est l'objet de nos constantes préoccupations. Tout se passe en effet comme si les pourparlers que nous avons engagés avec vous devaient, une fois encore, rester lettre morte pour une longue période; il serait plus exact d'écrire que... rien ne se passe.

Vous connaissez, Monsieur le Conseiller fédéral, l'esprit qui anime les signa-taires de ces lignes, les membres de notre Comité central et les fourriers en général. Depuis tant d'années que nous recherchons une amélioration du sort

qui nous est fait, nous avons conscience d'avoir agi à l'égard de nos autorités supérieures de la seule manière qui convient à un militaire digne de ce nom. Pas une seule fois, nous avons porté nos aspirations sur le terrain de la polémique; jamais, nous n'avons recouru aux concours politiques qui, à notre sens, auraient affaibli notre position. Pourtant les tentations ne manquaient pas, les pressions non plus. Ces moyens, nous les avons rejetés, jugeant qu'ils n'étaient pas dignes d'être employés par des sous-officiers supérieurs qui défendent une bonne cause.

Mais, nous nous permettons aujourd'hui de venir vous demander quels ont été les résultats pratiques de notre patient effort? Le néant absolu, le zéro intégral, Vous conviendrez, Monsieur le Conseiller fédéral, que c'est très peu et que cela est décevant.

Nous avons, depuis des années, fait la part du feu et n'ignorons rien, en particulier, des difficultés que vous devez personnellement surmonter pour nous donner satisfaction. Ces obstacles, tels que modifications d'articles de l'O.M. ou d'articles constitutionnels, évoqués dans votre dernière lettre du 16 mai 1947 — lettre qui nous ouvrait tant d'espoirs — nous les connaissons et en saisissons l'importance. Nous sommes cependant obligés de constater que les séances de l'Autorité législative fédérale se succèdent sans qu'il soit jamais question de notre postulat, alors même que de nombreux problèmes d'organisation militaire ont été discutés et résolus. Sans doute, ne s'agissait-il pas d'une manière générale, de modifications touchant les services de l'arrière, mais il nous paraîtrait inconcevable qu'en ce dernier point résidât la source de nos échecs. Tout bien pensé, nous en sommes à nous demander si les difficultés que l'on nous fait périodiquement entrevoir ne sont point une manière par trop facile de reléguer notre dossier dans les tiroirs, où nous admettons qu'il dort en ce moment.

Veuillez nous autoriser, Monsieur le Conseiller fédéral, à vous dire que le problème nous paraît infiniment plus important qu'il n'y paraît de prime abord. Depuis des années que nous assumons la responsabilité de diriger l'Association suisse des Fourriers, nous sommes en mesure de connaître la „température“ qui règne au sein de nos sections et de nos organisations régionales. Nous pouvons ainsi vous dire qu'ensuite de nos échecs répétés, l'intérêt pour l'activité militaire hors service se perd; des déclarations d'homme à homme nous signalent le danger de démissions en grand nombre; les exercices techniques ne sont plus ou trop peu fréquentés. En bref, le garde de fourrier ne jouit plus de l'attrait qu'il exerçait incontestablement autrefois et les motifs de ce désintéressement ne sont pas difficiles à déceler. Il y a pire encore, à notre avis, c'est que l'on est en train de tuer l'esprit qui a toujours animé notre société militaire, cet esprit que nous croyons efficace pour la sauvegarde de nos traditions militaires suisses.

Dans un mois, les 22 et 23 mai 1948, se tiendront à Neuchâtel nos assises annuelles auxquelles prendront part les présidents et des délégués de nos sections suisses. Une fois encore, à une année d'intervalle, nous nous trouverons en face d'eux les mains vides, sans pouvoir apporter les résultats que vos promesses de mai 1947 nous permettaient d'espérer. Et c'est en cela, Monsieur le Conseiller

fédéral, que réside le but de ces lignes. Dites-nous, nous vous en prions, que vous allez vous préoccuper sans plus tarder de notre postulat, que vous interviendrez personnellement et à la plus prochaine occasion en faveur de son succès. Mieux encore, apportez-nous un résultat qui nous libèrera d'un très grand souci, et apportera en même temps au Département militaire fédéral les moyens d'assurer en recrutement plus aisé des fourriers.

Nous attendons vos nouvelles avec un vif intérêt et saisissons cette occasion pour vous assurer, Monsieur le Conseiller fédéral, de notre haute considération.

**Association Suisse des Fourriers**

Comité Central:

Four. J. Lombardi, 3, Ch. Diablerets, Lausanne

Four. L. Zwahlen, 10, Carteret, Genève

### **Antwort des Chefs des E. M. D. an den Zentralvorstand:**

**Eidgenössisches Militärdepartement**

Bern, den 12. Mai 1948.

An den Zentralvorstand des  
Schweizerischen Fourrierverbandes,  
Herrn J. Lombardi, Präsident

LAUSANNE

Herr Präsident,

Mit Schreiben vom 20. April 1948 beziehen Sie sich auf unsere Stellungnahme vom 16. Mai 1947 und ersuchen uns im Hinblick auf die bevorstehende Delegiertenversammlung Ihres Verbandes um die Zusicherung, daß wir Ihre Postulate möglichst rasch zu verwirklichen suchen. Aus der Tatsache, daß seit Beginn des Jahres 1947 die eidg. Räte nicht Gelegenheit hatten, die Ihrem Wunsche entsprechenden Abänderungen der Militärorganisation zu behandeln, möchten Sie den Schluß ziehen, daß wir Ihren Anliegen nicht die nötige Aufmerksamkeit schenken.

Wir haben am 16. Mai 1947 auf die Tatsache hingewiesen, daß zur Verwirklichung der Postulate des Schweizerischen Fourrierverbandes Gesetzesänderungen notwendig sind. Die letzte Änderung der Militärorganisation wurde vom Bundesrate den eidg. Räten mit Botschaft vom 6. September 1946 beantragt. Diese Novelle enthält nur rein formelle Punkte. Es handelt sich im wesentlichen um die Ablösung von Vollmachtenbeschlüssen sowie um die Anpassung des Gesetzes an die Nichteinführung eines Armeeinspektors. Trotzdem konnte das Gesetz erst am 12. Dezember 1947 vom Parlament angenommen und auf den 1. Mai 1948 in Kraft gesetzt werden. Sie werden verstehen, daß es uns bei einem solchen Zeitaufwand für eine Gesetzesänderung nicht möglich ist, eine Abänderung von nur zwei oder drei Artikeln zu beantragen, wo doch die Militärorganisation in allen Teilen stark revisionsbedürftig ist. Dies ist der Grund, warum die Verwirklichung der Ihnen gemachten Zusage bis heute zurückgestellt werden mußte. Heute liegt ein Entwurf zu einer Gesetzesnovelle betreffend Ausbildungsbestimmungen beim Departement. Im Rahmen dieser Gesetzesänderung sollen Ihre Wünsche, die eine

Gesetzesänderung bedingen, vor dem Parlament vertreten werden. Wir hoffen selber, daß dieser Entwurf dem Parlament möglichst bald vorgelegt werden kann, schon weil ein Teil der Bestimmungen der Militärorganisation über die Ausbildung gründlich überholt ist.

Wir bedauern, Ihnen heute nicht mehr sagen zu können, als daß wir gewillt sind, anläßlich der in Aussicht stehenden Beratung einer Vorlage über Abänderung von Ausbildungsbestimmungen der Militärorganisation gemäß unserem Schreiben vom 16. Mai 1947 zu handeln.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, die Versicherung unserer vorzüglichen Hochachtung.

Eidg. Militärdepartement: **Kobelt.**

### **Abänderung der Militärorganisation — aber immer noch keine Gleichstellung:**

Der Bundesrat hat am 2. Juli 1948 an die Bundesversammlung eine Botschaft über die Abänderung der Militärorganisation\* erlassen, über welche unsere Leser durch die Tagespresse orientiert sind. Sie umfaßt die Neuregelung der Heeresklassen, der Ausbildung und des Aktivdienstes. Die Zugehörigkeit zum Auszug wird bis zum 36., diejenige zur Landwehr bis zum 48. Altersjahr verlängert. Der Landsturm setzt sich aus den 49- bis 60-Jährigen zusammen. Diese Neuordnung der Heeresklassen bedingt auch eine neue Verteilung der im Truppenverband zu erfüllenden Dienstleistungen, denen der zweite Teil der Botschaft gewidmet ist. Im dritten Teil, der sich mit dem Aktivdienst befaßt, werden hauptsächlich die Befugnisse des Generals und sein Verhältnis zu den politischen Behörden neu geregelt, ebenso die Bestimmungen über die Wahl des Generals.

Wir wollen hier nicht im einzelnen auf diese wichtigen Änderungen eintreten, sondern nur diejenigen Bestimmungen erwähnen, die den *F o u r i e r* im besonderen betreffen:

Einmal Art. 129, der künftig wie folgt lauten soll:

„Zur Ausbildung zum *Fourier* vorgeschlagene Unteroffiziere haben eine halbe Rekrutenschule als *Korporal* und eine *Fourierschule* in der Dauer von 34 Tagen zu bestehen, sowie als *Fourier* Dienst in einer Rekrutenschule zu leisten.  
.....“

Der Bundesrat schreibt dazu in seiner Botschaft:

„Im neuen Artikel 129 soll die Bestimmung fallen gelassen werden, wonach die Beförderung zum *Fourier* erst nach Bestehen einer Rekrutenschule erfolgen kann. Die Dauer der Ausbildung zum *Fourier* erfährt praktisch keine Änderung gegenüber der bisherigen Regelung.“

In dieser Beziehung bringt also die Neuregelung die versprochene Verbesserung für den *Fouriergrad*.

Wer aber erwartet hat, daß nun auch die ebenfalls zugesagte Gleichstellung zwischen *Fourier* und *Feldweibel* verwirklicht wird, sieht sich neuerdings enttäuscht.

\* Bundesblatt Nr. 28 vom 15. Juli 1948, Seiten 877 ff.

Wir möchten hier wiederholen, was der Chef des Eidg. Militärdepartementes, Herr Bundesrat Kobelt, in seinem Brief vom 16. Mai 1947 dem Schweiz. Fourierverband zusicherte (vergl. „Fourier“ Juni 1947, Seite 122):

„Die Forderung, den Fourier im Range dem Feldweibel gleichzustellen, dürfte im heutigen Zeitpunkt in Anbetracht der verantwortungsvollen Stellung des Fouriers durchaus gerechtfertigt sein und dieser Vorschlag wird deshalb bei der erwähnten Revision der Beförderungsverordnung eingehend geprüft werden. Es müßte dabei allerdings der Art. 63 der Militärorganisation abgeändert werden.“

Auch die vorstehend publizierte Antwort des Vorstehers des Eidg. Militärdepartementes führt als Grund, warum die Verwirklichung der gemachten Zusagen zurückgestellt werden mußte, die Unmöglichkeit an, die Militärorganisation nur in zwei, drei Artikeln abzuändern. Im Rahmen einer vorgesehenen allgemeinen Gesetzesänderung sollen aber die Wünsche des Fourierverbandes vor dem Parlament vertreten werden.

Und wie steht es nun? — Wohl wird der ominöse Art. 63 der Militärorganisation, welcher dieser Gleichstellung entgegenstand und der die Gradabstufung festlegt, abgeändert, indem als neuer Grad derjenige eines Oberstbrigadier (bisher nur ein Titel) geschaffen wird; hinsichtlich der Unteroffiziere bleibt es aber beim alten.

Es ist dringend zu erwarten, daß man wenigstens bei der Behandlung der Botschaft in den Räten auf die anerkannt berechtigten Forderungen der Fouriere und das ihnen gegebene Versprechen zurückkommt, und nun, da sich die Gelegenheit bietet, die notwendige Änderung vornimmt. Nachher wird die Militärorganisation wohl nicht so bald wieder revidiert werden. Wenn diese Gleichstellung nicht jetzt, mit der Änderung der Militärorganisation vorgenommen wird, ist sie für lange Zeit wieder unmöglich.

## **Vitamin C und körperliche Leistungsfähigkeit**

Jeder Sportsmann und jeder Soldat wissen heute, daß es bei großen Anstrengungen nicht nur darauf ankommt, vorher gut „genährt“ zu sein, sondern daß er, nebst den eigentlichen Nährstoffen, noch Zusatzstoffe, Wirkstoffe nötig hat. Vor noch gar nicht so langer Zeit glaubte man, ein „Schluck“ Alkohol oder etwas Arsenik und andere solche aufpeitschende Mittelchen verhelfen zum Siege! Heute ist man aber anders belehrt. Sehr gut schildert William Lergier, Bern, in der naturwissenschaftlichen Monatsschrift „Leben und Umwelt“, Heft 4, 4. Jahrgang, wie man zu der neuen Ansicht gelangte, daß Vitamin C für die körperliche Leistungsfähigkeit unbedingt nötig sei. Dieser Studie: „Vitamin C und körperliche Leistungsfähigkeit“ folgen wir hier:

Bis gegen Ende des letzten Jahrhunderts herrschte allgemein die Ansicht, daß der Mensch zur Erhaltung der körperlichen Leistungsfähigkeit nur die folgenden energieliefernden und strukturbildenden Nährstoffe benötige: Kohlehydrate (Stärke, Zucker), Fette, Eiweißstoffe, Mineralsalze, Wasser.